

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11 - 14 février 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2002/INF/11
28 janvier 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—IPSR SOMALIE 6073.00

Le présent document est à lire parallèlement au document intitulé "Rapport résumé d'évaluation de l'IPSR Somalie 6073.00" (WFP/EB.1/2002/5/4).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION AU PAM (AOÛT 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
Évaluation de l'exécution de l'IPSR en matière d'évaluation de la vulnérabilité et de ciblage:		
➤ Des renseignements supplémentaires sur la situation des éleveurs les plus démunis devraient être recueillis auprès de l'Unité d'évaluation de la sécurité alimentaire, et il faudrait étudier la viabilité d'un projet d'assistance à leur intention	Bureau de pays	Dans le cadre de la préparation de la prochaine IPSR, le bureau de pays, en association avec l'Unité d'évaluation de la sécurité alimentaire, examinera la situation des éleveurs les plus démunis, notamment aux fins de ciblage. Entre-temps, le bureau du PAM en Somalie a lancé une opération de secours d'urgence dans la région de Gedo, destinée aux agro-pasteurs.
➤ En admettant qu'il soit impossible de distribuer de l'huile pour des raisons de sécurité, il faudrait ajouter un autre article pour que la ration atteigne 2 100 kilocalories. On pourrait envisager de fournir du sucre, denrée qui serait sans aucun doute appréciée, si cela ne revenait pas trop cher ou ne présentait pas de risque pour la sécurité. On pourrait autrement augmenter la ration de céréales ou de légumineuses.	Bureau de pays	Lors de la planification de la prochaine IPSR, les rations seront passées en revue et on fournira un assortiment alimentaire équilibré de façon à optimiser les rations. Malgré les problèmes de sécurité s'opposant à la distribution d'huile, le bureau de pays a commencé à en distribuer dans le cadre du programme de secours à Gedo en décembre, et continuera de le faire si les conditions de sécurité le permettent.
➤ Les fonds non utilisés pour l'étude sur la distribution des vivres pourraient être réinvestis de manière utile afin de recueillir des renseignements détaillés sur les bénéficiaires de projets donnés, et de préparer des études de cas aux fins d'améliorer le suivi post-distribution.	Bureau régional (ODK) Bureau de pays	Le bureau de pays a demandé à utiliser les fonds restants, mais a été informé que ceux-ci avaient été reversés au donateur. Le bureau de pays entreprend actuellement une vaste révision du système de suivi et évaluation, qui comprend une formation et des modèles pour le suivi post-distribution.
Questions liées au redressement:		
➤ À l'avenir, le bureau de pays devrait élaborer une stratégie de redressement qui tienne compte des différences entre le nord et le sud. Le PAM devrait rechercher la participation plus active des principaux ministères dans le nord, pour mener des projets dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, de l'approvisionnement en eau, ou encore de l'éducation.	Bureau de pays	Le bureau de pays envisagera la possibilité d'élaborer des projets de longue durée et de les concevoir dans le cadre de la préparation de la nouvelle IPSR. Toutefois, la capacité d'exécution du PAM et les ressources disponibles seront les grands facteurs déterminants.
Questions liées aux partenariats et à l'appui des institutions sociales:		
➤ Le PAM devrait commencer à limiter l'éventail de ses projets d'appui aux institutions sociales, en vue d'abandonner le moment venu toute activité dans ce secteur. En attendant, il devrait se concentrer sur des projets susceptibles d'attirer la participation d'un partenaire d'exécution fort ou du gouvernement. Par exemple, il devrait s'intéresser au secteur éducatif, qu'il s'agisse d'alimentation dans les écoles ou d'alphabétisation des adultes, et aux programmes SMI.	Bureau de pays	Le bureau de pays a déjà commencé à supprimer progressivement certains des projets relatifs à l'appui des institutions sociales, tels que l'alimentation dans les hôpitaux et les orphelinats. En attendant, l'appui aux programmes SMI dans le sud a été renforcé —en collaboration avec l' UNICEF— et de nouvelles cliniques ont été mises en place.



RECOMMANDATION AU PAM (AOÛT 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
Questions liées à la logistique et à la sécurité:		
<p>➤ Il conviendrait d'étudier la possibilité de réduire encore de 10 à 20 pour cent le montant de la garantie exigée pour les zones d'opération relativement sûres, telles que Bay/Bakool et la zone frontalière de Mandera. De nouveaux efforts sont nécessaires pour accroître la concurrence entre sous-traitants, notamment dans la région du nord-est.</p>	Bureau de pays	Le bureau de pays recherche activement des moyens de réduire encore la garantie devant être déposée, tout en s'efforçant de faire jouer la concurrence entre transporteurs.
Questions liées au suivi et à l'évaluation:		
<p>➤ Il convient de prêter davantage attention à l'identification d'indicateurs formels pour les projets qui démarrent et qui s'achèvent, ainsi que, plus généralement, d'établir des rapports qualitatifs.</p>	Bureau de pays	Une étude sur les mécanismes de suivi-évaluation a été entreprise par des consultants en septembre 2001. Conformément à l'approche adoptée par le PAM à Rome en matière de gestion axée sur les résultats et à la volonté du bureau de pays d'intégrer cette approche dans la conception des programmes et le suivi-évaluation, le processus et les extraits connexes de l'étude sont orientés sur les résultats et esquissent une stratégie visant à établir un lien entre d'une part le suivi des intrants (alimentaires et non alimentaires), de l'exécution et des effets du programme, et d'autre part l'évaluation des résultats immédiats et à long terme, afin d'évaluer l'incidence des projets menés actuellement au titre de l'IPSR 6073. Cette étude n'est que le point de départ d'un engagement de longue durée visant à adopter une approche axée sur les résultats en matière de conception, de suivi et d'évaluation au sein du bureau de pays. Le bureau de pays s'efforce activement de donner suite aux recommandations, notamment en ce qui concerne l'intégration d'indicateurs pour le début et la fin des projets, et ce dans un cadre logique.

